

LETTRE D'EUROPE
EL PAÍS

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de l'étranger publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

La Catalogne dans l'Union européenne de Macron

La montée des nationalismes dans l'Europe, créée il y a soixante ans pour les éliminer, représente aujourd'hui une menace pour le continent. De l'Allemagne à l'Espagne en passant par la France, le Royaume-Uni, la Belgique ou la Hongrie, des mouvements populistes identitaires répandent le poison de nouvelles divisions et frontières face à l'effroi de quiconque a parcouru tant soit peu les livres d'histoire. Toutefois, l'Union européenne constitue le barrage contre ceux qui prêchent l'exclusion, la haine et le chacun pour soi.

En ce moment, le danger porte le nom de la Catalogne, mais l'Europe a lancé un avertissement aux indépendantistes. Allant à l'encontre des promesses formulées à leurs tenants – « l'enchâssement juridique » de la République catalane en Europe –, l'Union européenne leur a rappelé qu'elle a pour rôle de supprimer les frontières, et pas d'en créer d'autres. Elle doit fédérer, pas séparer.

Unie dans la diversité, comme elle se définit, l'Europe favorise l'union d'États et de citoyens de différentes cultures et langues, et non celle de peuples aux identités irréductibles. À plus forte raison, elle n'appuie pas ceux qui tentent de se redéfinir sur base de la haine du voisin, une pratique propre au nationalisme, constamment en quête d'un ennemi.

À ceux qui ont annoncé un nouveau

partenaire de l'Union européenne au nord-ouest de l'Espagne, les 28 États du club ont rétorqué que la Catalogne de l'ex-président Carles Puigdemont n'a pas sa place dans cette Europe. Seuls les indignes xénophobes d'extrême droite l'ont cautionné. Ce fut notamment le cas du mesquin Nigel Farage, le partisan du Brexit qui ajuste de Bruxelles sa pension à vie.

C'est pourquoi ces mêmes resquilleurs qui se sont appuyés sur l'Europe pour vendre l'idée d'une impossible indépendance sont devenus les principaux dé-

tracteurs de l'Union européenne. Aux dires de Puigdemont, fugitif au cœur de l'Europe qu'aucun dirigeant européen n'a toutefois reçu, cette dernière représente ce club de « pays décadents, obsolètes ».

Lluís Llach, son ancien député, un prestigieux auteur-compositeur-interprète aujourd'hui pourfendeur de pacotille au service de la république avortée, qualifie les principaux dirigeants de l'Union européenne de « porcs ». Pàlar Rahola, l'ancienne députée, certifie que « l'Union européenne est une merde ». Par ailleurs, des dizaines de furieux indépendantistes profèrent des insultes contre Jean-Claude Juncker sur Twitter après qu'il a transmis ses condoléances face au décès du pro-Européen Manuel Marin.

Cette regrettable histoire a un côté positif. De nombreux Espagnols ayant réalisé sur le tard qu'être nationaliste et de

gauche n'est pas possible ont à présent compris qu'être nationaliste et pro-européen est tout aussi inconciliable. Il n'est

jamais trop tard.

Le Brexit a brusquement servi de précédent à l'avertissement lancé aux sécessionnistes catalans. La xénophobie et la recherche d'une souveraineté prétendument perdue ont mené les Britanniques dans une impasse dont ils sortiront perdants.

Beaucoup d'Espagnols voient en Theresa May la version britannique d'Artur Mas, l'intelligent stratège catalan qui a réduit son parti hégémonique comme une peau de chagrin et a plongé son pays dans l'abîme. Aujourd'hui, c'est Puigdemont, discrédité, qui suit l'erratique voie britannique et qui, fâché avec Bruxelles, évoque un référendum pour que les Catalans décident de leur sortie de l'Union européenne. Cela équivaut à un saut de la mort sans filet.

La maladie se propage également en France et en Allemagne, où la réaction européenne fut le remède le plus efficace. En mai, pour faire barrage au nationalisme débridé de Le Pen, les partis ont soutenu Emmanuel Macron, le candidat le plus

européiste. Le président de la France – où le nationalisme corse vient de se consolider alors que le breton, le basque, le catalan ou l'alsacien continuent de sommeiller – fut le premier à mobiliser l'Europe contre le tsunami sécessionniste catalan. Et il ne s'agit pas d'un chef d'État de plus, mais bien du mandataire ayant le plus de poids en Europe. Il est aussi le dirigeant qui a convaincu Berlin d'assumer

largement son ambitieux plan pour l'avenir de l'Union européenne.

C'est précisément en Allemagne que se livre ces derniers jours une bataille contre le nationalisme populiste de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), d'extrême droite. Empêcher sa consolidation lors de nouvelles élections motive la chancelière Angela Merkel et le socialiste Martin Schulz à trouver un pacte de gouvernance. De nouveau, il s'agit de la formule la plus pro-européenne en Allemagne.

Dans les pays, les vagues d'indépendances sont apparues après des chutes d'empires et des guerres. Si la crise économique et le Brexit avaient dynamité la primauté de l'Union européenne, le barrage antinationaliste aurait cédé. En Europe, combien d'États seraient concernés en pareil cas ? Pour Juncker, c'est une centaine de « petits pays ». Plus de septante, selon Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre belge. Les paris sont ouverts. ■